

Maroc-Chine/Diplomatie

L'au revoir aux ambassadeurs d'Ali Bojji et Sun Jiwen

R.H.A

Libreville/Gabon

*L'ensemble du corps diplomatique accrédité au Gabon a offert un cocktail d'adieu aux diplomates marocain et chinois en fin de mission dans notre pays.*

L'ENSEMBLE du corps diplomatique au Gabon a organisé, jeudi dernier, à Libreville, un cocktail à l'endroit des diplomates en fin de mission dans notre pays. Une cérémonie à laquelle prenaient part le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Mireille Sala Nzenze, le nouveau doyen du corps diplomatique Symphorien Codjo Achode, les chefs de missions diplomatiques et consulaires et les représentants des organisations internationales. Ils sont ainsi deux à quitter le sol gabonais : l'ambassadeur de Chine Sun Jiwen, après 6 années de fonc-

tions, et Ali Bojji du Maroc au terme d'un séjour qui a duré 10 ans.

Doyen du corps diplomatique, l'ambassadeur de Sa Majesté le roi du Maroc passe le témoin à Béninois Symphorien Codjo Achode. Ce dernier, s'adressant à ses homologues sur le départ, a dressé le bilan de chacune des missions qu'il a qualifiées de positives. "Pendant son mandat, la coopération bilatérale entre le Gabon et le Maroc a enregistré des avancées notoires dans plusieurs secteurs de la vie socio-économique, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, du commerce et du tourisme. Au moment où vous vous apprêtez à quitter le Gabon, je peux me permettre de dire que la coopération entre le Maroc et le Gabon est au beau fixe", a-t-il avancé.

S'agissant de la coopération sino gabonaise, le doyen a précisé que "la



Photo : R.H.A

Ambassadeur de sa majesté le Roi du Maroc, Ali Bojji prononçant sa dernière allocution au Gabon.

grande Chine est présente pour ne pas dire omniprésente au Gabon avec ses hôpitaux, ses stades, ses entreprises de grands travaux routiers et infrastructurels, ses enseignants et ses techniciens. Je suis tenté de dire ici aussi que la coopération bilatérale entre le Gabon et la Chine est au beau fixe". Arrivé au Gabon en 2012, Sun Jiwen dit quitter le Gabon un sentiment de mission accom-

plie. Ali Bojji, pour sa part, a dressé le bilan de sa présence de 10 ans au Gabon - 10 ans et 9 mois précisément -. Arrivé au crépuscule de ses 41 ans de service, il n'a pas manqué de rappeler le caractère exceptionnel que revêt le lien entre le Maroc et le Gabon. "Des avancées significatives ont été enregistrées ces dix dernières années. La présence du secteur privé ma-

rocain au Gabon a connu une croissance exponentielle, les entreprises implantées dans ce pays ont créé des milliers d'emplois directs et indirects, les investissements opérés de l'ordre de 600 millions de dollars US ont fait du Gabon le premier bénéficiaire en Afrique centrale. Le cadre juridique s'est enrichi par la conclusion d'une soixantaine d'accords. Le mouvement d'hommes d'affaires dans les deux sens a été favorisé à la fois par la qualité des relations politiques entre les deux pays, mais également par la suppression de visas sur les passeports ordinaires, symboles forts de la confiance qui imprègne les relations maroco-gabonaises".

Pour les accompagner et afin de leur rendre un hommage mérité, les ambassadeurs accrédités au Gabon ont offert des présents à leurs deux collègues.

France/Critiques contre la justice

Le mea culpa de Hollande

AFP

Paris/France

*Devant le tollé provoqué par ses confidences parues dans un livre jeudi, le président a adressé une lettre aux autorités judiciaires à travers laquelle il exprime ses regrets.*

FRANÇOIS Hollande "regrette profondément" ses critiques contre la justice citées dans un livre, qui ont été ressenties "comme une blessure par les magistrats", a écrit le président français dans une lettre adressée aux autorités judiciaires.

Le chef de l'Etat avait évoqué la "lâcheté" de la magistrature lors de

confidences à deux journalistes dont le livre est paru jeudi, provoquant un tollé dans le monde judiciaire. Ces déclarations sont "sans rapport avec la réalité de ma pensée", écrit le président français dans cette lettre au Conseil de la magistrature et aux principaux magistrats de France.

"Je regrette profondément ce qui a été ressenti comme une blessure par les magistrats dont je mesure, chaque jour, le courage et le dévouement dans la mission difficile qui est la leur. Je tiens à vous assurer de la confiance que je porte dans la magistrature et dans celles et ceux qui la font vivre et qui méritent le plus grand respect", poursuit M.



Photo : AFP

Les magistrats ont accueilli comme un début d'explication le mea culpa du président François Hollande. Mais il faudra davantage pour rétablir la confiance.

Hollande. Dans le livre "Un président ne devrait pas dire ça", M. Hollande avait notamment évoqué la "lâcheté" de la magistrature. "Cette institution, qui est une institution de lâcheté... Parce que c'est quand même ça,

tous ces procureurs, tous ces hauts magistrats, on se planque, on joue les vertueux... On n'aime pas le politique. La justice n'aime pas le politique...", avait-il déclaré.

Le chef de l'Etat s'est attiré en retour une rare

bronca de l'ensemble de l'institution judiciaire. Le conseil supérieur de la magistrature (CSM), chargé d'assister le président "dans sa fonction constitutionnelle de garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire", avait notamment dénoncé ces propos comme "dangereux et injustes".

Le favori à la primaire de la droite Alain Juppé a estimé de son côté qu'avec de tels propos, François Hollande "a manqué gravement aux devoirs de sa fonction et démontré une nouvelle fois qu'il n'est pas à la hauteur de sa charge". Les magistrats ont pris acte hier d'un "début d'explication" de François Hollande.

RDCongo/Diplomatie

Kinshasa menacée de sanctions par l'UE

AFP

Bruxelles/Belgique

*Une éventualité qui prendrait corps en cas de non tenue des élections l'an prochain.*

LES 28 pays de l'UE demanderont officiellement lundi à la République démocratique du Congo (RDC) d'organiser des élections en 2017, menaçant de sanctions individuelles ceux qui s'opposeraient à ce processus, a appris l'AFP hier de sources diplomatiques à Bruxelles.

A l'occasion d'une réunion à Luxembourg, les minis-

tres des Affaires étrangères des 28 vont demander à Federica Mogherini, chef de la diplomatie de l'UE, "de commencer à identifier les différentes personnalités qui seraient opposées à la tenue d'élections", en vue de possibles sanctions, a expliqué un diplomate européen.

"Nous avons besoin d'éléments de preuves suffisamment solides pour les sanctionner", a-t-il ajouté. Il n'a pas cité de cibles qui seraient déjà identifiées, mais évoqué "des gens autour de (Joseph) Kabila", le président de la RDC.

L'UE entend condamner les violences meurtrières survenues en RDC, en particulier à Kinshasa, les 19 et 20 septembre, deux

jours où "la donne a changé" dans ce pays d'Afrique centrale, selon un autre diplomate européen.

Ces violences, qui ont fait au moins 50 morts selon l'Onu, sont les pires qu'aient connues Kinshasa depuis janvier 2015. Elles sont survenues à l'expiration du délai offert par la Constitution au président Joseph Kabila pour convoquer une élection présidentielle, trois mois avant la fin de son mandat le 20 décembre.

M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, a été réélu en 2011 dans des conditions très contestées. La Constitution lui interdit de se représenter mais il ne montre aucun signe de

vouloir quitter son poste. Le dépassement du délai de convocation aux urnes a déclenché des manifestations d'hostilité au président qui ont été réprimées dans le sang. Plusieurs policiers ont aussi été tués par des opposants.

Les 28 membres de l'UE, qui s'étaient déjà dits en mai "vivement préoccupés" par la situation en RDC, attendent désormais de Kinshasa l'organisation d'élections présidentielle et législatives "dans le délai le plus court possible au cours de l'année 2017", a précisé l'un des diplomates. Ils brandissent la menace de sanctions individuelles qui pourraient notamment se traduire par des restrictions de séjour

dans l'UE.

Début octobre la Belgique avait déjà décidé de limiter à 6 mois maximum (contre un an auparavant) la durée des visas accordés aux détenteurs de passeports diplomatiques de la RDC.

De leur côté, les Etats-Unis avaient adopté le 28 septembre des sanctions financières contre deux hauts responsables militaires proches de Joseph Kabila "accusés de saper le processus démocratique". Il s'agit du général Gabriel Amisi Kumba, commandant des forces armées (FARDC) pour la première zone de défense du pays, et du général John Numbi, ancien inspecteur de la police nationale.

L'Afrique en bref

Burkina Faso/Corruption. Un projet de loi pour récupérer des terres

L'Assemblée du Burkina Faso a adopté à l'unanimité un projet de loi visant à reprendre plus de 105 000 parcelles de terrain "illégalement attribuées" à des dignitaires de l'ancien régime du président déchu Blaise Compaoré.

Burundi/Crise. L'espoir d'Eloge Willy Kaneza

Le journaliste burundais Eloge Willy Kaneza, lauréat 2016 du prix Peter Mackler pour le courage et l'éthique journalistique, a reçu jeudi à Washington ce prix qui lui donne espoir que son pays "puisse être guéri".

Egypte/Jihadistes. Douze soldats tués dans le nord du Sinaï

Douze soldats égyptiens ont été tués hier dans l'attaque d'un poste de contrôle dans le nord de la péninsule du Sinaï, où les autorités luttent contre une branche locale du groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Namibie/Génocide. Les dénonciations des Héréro et des Nama

Deux peuples de l'actuelle Namibie ont dénoncé hier une "insulte phénoménale" de l'Allemagne à propos de sa volonté de s'excuser pour le génocide des Héréro et Nama au début du XXe siècle tout en refusant des réparations.

Niger/Jihadistes. Réunion pour l'assaut "final"

Les chefs d'état-major des armées des pays du lac Tchad (Nigeria, Tchad, Niger, Cameroun et Bénin) se sont réunis jeudi à Niamey pour préparer l'assaut "final" contre le groupe islamiste nigérian Boko Haram. Le Niger, le Tchad et le Nigeria ont lancé quasi simultanément en juillet des "opérations de ratissage" contre les fiefs de Boko Haram.

Nigeria/Justice. La colère des magistrats

Le Conseil de la magistrature du Nigeria a condamné l'arrestation par la police secrète de plusieurs juges lors d'une opération anticorruption, déplorant une volonté d'humilier la magistrature.

Sénégal/Pétrole. Le frère du président Sall démissionne

Un frère du président sénégalais Macky Sall a annoncé sa démission de son poste d'administrateur d'une société pétrolière en contrat avec l'Etat pour exploiter des gisements de gaz, après des critiques de l'opposition qui appelle à manifester vendredi à Dakar.